

L'EXPRESS POLITIQUE



Comme Sheila Copps

Le premier ministre Jean Chrétien ne fait qu'improviser dans le dossier constitutionnel et semble ne pas être prêt à se battre pour faire respecter ses enga-



Jean Charest

gements référendaires, soutient le chef conservateur Jean Charest au lendemain de la conférence des premiers ministres. Il a suggéré à M. Chrétien d'adopter un plan d'ensemble dans lequel s'inscrirait la constitutionnalisation de la société distincte. « Il ne semble pas prêt à défendre ou à se battre pour l'engagement qu'il a pris », a soutenu M. Charest. À son avis, cette stratégie peut se révéler dangereuse. « Si quelques mois après avoir fait une promesse solennelle aux Québécois, le premier ministre est pour dire: "Je ne peux pas la réaliser, je suis désolé, ça ne se fera pas", comment fera-t-il face au prochain référendum? Comment pourra-t-il parler aux Québécois la prochaine fois qu'il y aura un vote? Comment accueilleront-ils ses paroles? Peut-être devront-ils conclure qu'ils doivent les traiter comme celles de Sheila Copps », a averti le chef conservateur.

Presse Canadienne

Contrôle des loyers

Le gouvernement de l'Ontario vient de déposer une nouvelle réforme du contrôle des loyers qui limite la protection dont bénéficient actuellement les locataires de cette province contre les hausses excessives de loyers. En présentant son projet, hier en Chambre, le ministre Al Leach a indiqué qu'il voulait favoriser l'investissement dans la construction de nouveaux logements et encourager les propriétaires à entretenir leurs logements. En vertu de la nouvelle politique, on continuera de fixer un taux légal d'augmentation des loyers. Les locataires seront protégés contre des hausses indues de loyers tant qu'ils resteront dans leur logement. Mais dès qu'un locataire quittera son logement, le propriétaire pourra convenir d'un loyer au prix du marché avec son nouveau locataire. La réforme prévoit d'autre part que les augmentations de loyer supérieures au taux légal seront plafonnées à quatre pour cent. De plus, la nouvelle politique entend protéger les locataires contre le harcèlement de certains propriétaires — ceux qui voudraient, par exemple, pousser leurs locataires à quitter leur logement pour augmenter le prix du loyer. À cet effet, on a augmenté les amendes à 10 000 \$ pour un particulier et à 50 000 \$ pour une société.

Presse Canadienne

Bourassa

L'ancien premier ministre du Québec, Robert Bourassa, est toujours hospitalisé à l'hôpital



Robert Bourassa

Notre-Dame où il attend de connaître le traitement qui lui sera recommandé par les médecins. Le porte-parole de cette institution, Jacques Wilkins, a déclaré hier que M. Bourassa espérait recevoir son congé de l'hôpital bientôt, mais que rien n'avait encore été décidé à ce sujet. M. Bourassa est entré à Notre-Dame le 13 juin souffrant d'étourdissements attribués à une dysfonction de l'oreille interne. Après des examens, on a constaté qu'il s'agissait plutôt d'une récurrence du cancer.

La Presse

Montréal, la plus pauvre des villes canadiennes

Presse Canadienne
OTTAWA

Le taux de pauvreté varie considérablement entre les villes canadiennes, et plusieurs des municipalités les plus pauvres se trouvent au Québec, révèle une étude récente.

Des 25 villes étudiées, Montréal a le plus haut taux de pauvreté, soit 22 pour cent. Trois-Rivières, Sherbrooke et la ville de Québec occupent respectivement la deuxième, la quatrième et la septième place.

« Nous entendons toujours parler du taux de pauvreté national, ce qui nous porte à croire que ces données reflètent la situation d'ensemble du pays », affirme Clarence Lochhead, l'un des auteurs de l'étude qui doit être dévoilée aujourd'hui.

L'étude, réalisée par le Conseil canadien de développement social, se base sur les plus récentes données, soit le recensement de 1991.

Oshawa, une ville située à l'est de Toronto dont l'économie dépend de l'industrie automobile, présente,

avec 9 pour cent, le plus bas taux de pauvreté.

Le document relève également des variations importantes dans les taux de pauvreté des personnes âgées et des enfants. Trois pour cent des familles d'ânés de Saskatoon, de Regina et d'Oshawa vivent sous le seuil de la pauvreté, contre 20 pour cent à Montréal, à Québec et à Winnipeg.

À Montréal, un enfant d'âge préscolaire sur cinq souffre de la pauvreté, contre un sur dix à Oshawa et à Victoria.

Selon M. Lochhead, il est difficile d'établir pourquoi les villes du Québec obtiennent un score si peu élevé. Les taux de chômage à travers le pays rendent compte d'une partie de la différence, mais ils

n'expliquent pas tout, soutient-il.

Le taux de chômage n'indique pas si les emplois que l'on retrouve dans la ville sont bien rémunérés. Il ne nous informe pas non plus de la durée de l'emploi. Par exemple, Saskatoon et Windsor ont des taux de chômage identiques. Mais l'étude démontre que le taux de pauvreté à Saskatoon est de 18 pour cent, contre 13 pour cent à Windsor.

La démographie joue aussi un certain rôle. Les villes pauvres sont habitées, en grande partie, par des populations qui sont plus vulnérables face à la pauvreté, dont les autochtones, les personnes âgées vivant seules et les chefs de famille monoparentale, estime M. Lochhead.

L'étude emploie la définition de la pauvreté élaborée par Statistique Canada, qui varie en fonction de la taille de la localité et du nombre de personnes par famille.

Le document sera mis à jour sur la base du recensement de 1996. M. Lochhead prévoit que la situation se sera largement détériorée.

Un chercheur parle d'un « kidnapping culturel » des immigrants

RECHERCHE UNIVERSITAIRE

ANDRÉ PRATTE

En poussant les immigrants, non seulement à apprendre le français, mais à s'intégrer à la culture québécoise, le gouvernement du Québec tente un « kidnapping culturel » qui est voué à l'échec. C'est la thèse que soutient dans son mémoire de maîtrise Bruno Mègre qui, outre ses études en communication à l'UQAM, enseigne le français aux immigrants depuis sept ans.

« Kidnapping » parce que, selon Mègre, la politique québécoise d'intégration cherche à enrôler les immigrants dans les combats politiques du Québec. Les Étrangers (c'est ainsi qu'il les nomme) ne doivent pas seulement apprendre à parler le français parce que cette langue leur sera indispensable, mais de plus s'engager dans sa promotion.

« À force de demander aux Étrangers d'aimer, de défendre, de s'engager pour une cause qui, peut-être, ne signifiera rien à leurs yeux par manque de compréhension ou de conviction, le gouvernement risque d'obtenir l'effet inverse et de créer, contre son gré, une véritable animosité contre la langue française », écrit Mègre (1).

« Kidnapping » aussi parce que, dans l'esprit du gouvernement, les immigrants ne sont utiles qu'en ce qu'ils assurent le poids démographique et politique du Québec français. « Les nouveaux arrivants sont utilisés comme outils politiques à des fins politiques », affirme ce Québécois d'origine française.

À la suite de son expérience d'enseignant à la CECM et des entrevues qu'il a menées avec une trentaine de personnes installées au Québec depuis moins de deux ans, le chercheur constate que la grande majorité d'entre elles, si elles jugent nécessaires d'apprendre le français, ne se sentent pas du tout concernées par les combats linguistiques québécois. Leur demander de s'identifier à cette cause, selon lui, est tout à fait irréaliste.

Tout comme c'est se leurrer que d'exiger, comme le font les documents gouvernementaux, que les immigrants « s'enracinent en terre québécoise ». On peut certes s'attendre à ce que les nouveaux arrivants respectent certaines règles de conduite et apprennent la langue officielle. Mais croire qu'ils adopteront une nouvelle culture... « Ce serait utopique et dangereux de penser que le Québec doit être unifié culturellement car ce serait nier l'existence des différences culturelles inhérentes au passé et au présent de chacun. »

D'autant plus utopique que, selon les entrevues menées par l'étudiant, les immigrants n'ont pas une perception particulièrement reluisante de la culture québécoise, notamment aux chapitres de la qualité de la langue, du niveau de culture générale et des exigences du système scolaire.

Un petit drapeau

Selon Bruno Mègre donc, l'intégration linguistique des immigrants a d'autant plus de chance de réussir qu'elle est dissociée des luttes culturelles et politiques québécoises. « Moi je ne dis pas à mes étudiants qu'ils doivent apprendre le français par amour du français, expliquait-il en entrevue. Je leur dis qu'ils en ont besoin pour étudier, trouver un boulot, ouvrir un commerce, aider leurs enfants à l'école, bref pas seulement pour avoir un petit drapeau bleu et blanc dans les mains. »

Pour ce qui est de l'intégration à la culture québécoise, elle devrait être laissée, selon Mègre, à l'initiative de chacun. En cette matière, la « coercition » devrait faire place à la « séduction ».

(1) Mègre, B., « La culture, enjeu de l'intégration des immigrants et des réfugiés politiques au Québec », mémoire de maîtrise en communication, UQAM, novembre 1995.



L'avocat d'André Dallaire, Me John Hale (à gauche), a tenté de prouver, hier, que son client n'avait pas l'intention de tuer le premier ministre Jean Chrétien.

L'agresseur de Chrétien souffrait d'une maladie mentale sévère

JULES RICHER
de la Presse Canadienne OTTAWA

André Dallaire souffrait d'une maladie mentale en phase aiguë lorsqu'il a pénétré au 24 promenade Sussex, le 5 novembre dernier, dans le but d'assassiner le premier ministre Jean Chrétien, a soutenu hier la psychiatre Dominique Bourget lors de la seconde journée du procès pour tentative de meurtre de l'accusé.

« Ma conclusion est que M. Dallaire souffrait d'une maladie mentale sévère qui, à ce moment-là, le rendait incapable d'apprécier la nature et la qualité de ses actes », a déclaré la psychiatre, qui est attachée à l'hôpital Royal d'Ottawa.

Celle-ci estime de plus que Dallaire, un Longueuillois âgé de 34 ans, tentait de lancer un appel à l'aide en se rendant à la résidence du premier ministre. « C'était, ultimement, une demande d'aide (...) Le but de son comportement, c'était de se faire arrêter. »

Le Dr Bourget a été le seul psychiatre appelé à témoigner pendant le procès, qui a démarré lundi en Cour provinciale de l'Ontario. Elle a commencé à traiter l'accusé dès le lendemain de son arrestation au 24 promenade Sussex.

Armé d'un couteau, Dallaire a réussi à pénétrer à l'intérieur de la résidence en déjouant les systèmes de sécurité. Il a expliqué par la suite qu'il voulait tuer le premier ministre en lui tranchant la gorge. Confronté par Mme Aline Chrétien,

qui avait entendu des bruits dans la maison, il a laissé tomber son projet et n'a offert aucune résistance lors de son arrestation par la GRC.

Selon le Dr Bourget, Dallaire souffre de « schizophrénie de type paranoïde », une maladie mentale sévère pour laquelle il n'avait jamais vraiment été traité et qui l'affecte depuis l'adolescence.

À son avis, Dallaire a perdu, tout au long de cet épisode, « la capacité de savoir que ce qu'il faisait était mal » et il « ne pensait jamais qu'il pourrait se rendre jusqu'à l'intérieur de la résidence du 24 Sussex ». Quand il s'y est présenté, il était dans un grand état de confusion mentale. Il espérait qu'on l'arrêterait et qu'on s'occupe de lui, a affirmé la psychiatre.

Mais elle n'a pas été en mesure de dire si Dallaire aurait bel et bien assassiné M. Chrétien s'il l'avait rencontré.

Chez lui, la maladie se manifestait par des voix qu'il entendait dans sa tête, par des querelles qu'il avait à haute voix avec des êtres imaginaires et par des sensations de chocs électriques dans le cerveau. Ces symptômes étaient devenus plus marqués au cours de la dernière année, au point que sa famille avait commencé à en s'en inquiéter sérieusement.

Sa soeur, chez qui il habitait, était devenue d'autant plus inquiète que, dans la nuit du 25 octobre, il avait quitté sans explication son emploi dans un dépanneur de Lon-

gueuil en emportant le contenu de la caisse. Dans son témoignage, le Dr Bourget rapporte que Dallaire a mis le cap sur Vancouver pour ensuite décider de revenir à Montréal. C'est sur le chemin du retour qu'une voix dans sa tête lui a ordonné d'assassiner le premier ministre.

Aux enquêteurs qui l'ont interrogé par la suite, Dallaire a dit qu'il avait des motifs politiques. Il voulait venger la défaite du camp du OUI lors du référendum et devenir ainsi un héros de la cause indépendantiste.

Mais le Dr Bourget ne croit pas que ce soit véritablement le cas. « Il était alors malade et il faut interpréter ses déclarations dans ce contexte-là », a-t-elle dit. Selon ses recherches, Dallaire ne s'est jamais intéressé à la politique et il ne se trouvait même pas au Québec pour voter lors du référendum. Ce sont des idées de grandeur qui l'ont poussé à justifier ainsi ses actes, a précisé le Dr Bourget.

Maintenant, il serait rétabli grâce aux médicaments qu'il a accepté de prendre. En outre, il dit regretter son comportement du 5 novembre. La procureure de la Couronne, Louise Dupont, n'a pas contesté la validité du témoignage de Dr Bourget. Elle avait demandé à un autre psychiatre de préparer une contre-expertise, qui en arrive d'ailleurs aux mêmes conclusions que le Dr Bourget, c'est-à-dire que Dallaire souffre de schizophrénie.

Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT
MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION
ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Encore dix ans d'austérité

Le premier ministre Lucien Bouchard, qui traçait un bilan de ses premiers six mois au pouvoir, a récemment prévenu les Québécois qu'ils devaient s'attendre à une autre année difficile. Il faisait allusion à la deuxième vague de compressions budgétaires que son gouvernement prévoit, l'an prochain, pour atteindre son objectif de déficit zéro en 1999-2000.



Alain Dubuc

Il est vrai que, si on se fie au dernier budget québécois, l'année prochaine sera aussi dure que celle-ci, sinon plus. Mais il est dangereux de laisser croire aux Québécois qu'après cela, ils seront sortis du bois.

Cet optimisme repose sur une conception fautive des enjeux financiers voulant que le gros du travail d'assainissement consiste à ramener le déficit à zéro. Ce n'est, hélas!, pas le cas. La crise financière du Québec ne vient pas de ses déficits, mais de son énorme dette de 75 milliards. Une

fois que le déficit sera rendu à zéro, ce problème restera entier. Ce ne sont donc pas deux années difficiles que devront vivre les Québécois, mais dix, ou même plus.

C'est ce que nous rappelle l'intervention du premier ministre albertain, Ralph Klein, au début de la semaine, qui décrivait à quoi sera affecté le surplus budgétaire de 1,2 milliard de sa province. S'il injecte des fonds en santé et en éducation, des domaines durement malmenés par les compressions, le gros du surplus ira à réduire la dette, que l'on veut ramener à zéro en treize ans.

Nous n'avons pas à copier Ralph Klein. Mais la question qu'il se pose, nous devons nous la poser dans quatre ans si, tel que prévu, le budget de l'année 2000-2001 dégage un surplus. Quoi faire avec? Il n'est pas évident qu'il faille ramener la dette à zéro, mais il est déjà clair qu'une partie des surplus devra servir à réduire cette dette à un niveau plus tolérable.

Pourquoi? Le problème, c'est la dette. Le déficit est inquiétant parce qu'il gonfle cette dette et amplifie ses effets indésirables: dépendance des gouvernements face aux prêteurs, vulnérabilité aux fluctuations des taux d'intérêt, obligation de consacrer des ressources importantes aux paiements d'intérêt — six milliards par année, 15 pour cent des dépenses — et, enfin, fardeau aux générations futures à qui le Québec lègue une dette de 75 milliards.

Bien sûr, quand le déficit sera rendu à zéro, la dette cessera d'augmenter, et son poids relatif par rapport à l'économie diminuera progressivement. Mais ce processus sera trop lent pour corriger le déséquilibre, qui est majeur. La dette de l'Alberta équivaut à 15 pour cent de son PIB. Celle du Québec, à 44 pour cent, auquel il faut ajouter l'énorme dette canadienne, 74 pour cent. Autrement dit, la dette québécoise totale est de 118 pour cent du PIB, presque le double du seuil maximum de 60 pour cent défini par les pays européens signataires de l'Accord de Maastricht!

Voilà pourquoi il faut déjà penser à l'utilisation des éventuels surplus budgétaires, se demander quelle proportion de ces surplus ira à de nouveaux programmes, à des baisses d'impôt ou à la baisse du déficit, fixer un objectif de ce que serait un niveau de dette raisonnable.

Autrement dit, après la lutte contre le déficit, nous devons entreprendre une bataille contre la dette. Et ce n'est pas en se berçant de l'illusion que la période d'austérité tire à sa fin que l'on réussira à y préparer les Québécois.



DROITS RÉSERVÉS

Il était temps!

Enfin! Deux ans et demi après la fin des travaux de la commission royale d'enquête Baird, le gouvernement fédéral a décidé de mettre de l'ordre dans le foisonnement des nouvelles techniques de reproduction et de génétique humaines.

Le délicat projet de loi déposé, il y a dix jours, à la Chambre des communes est plus qu'intéressant étant donné la complexité et la gravité du sujet. Et il a des dents. Son contenu soulève cependant de profondes interrogations tant sur les plans social, éthique et juridique, que sur celui de la santé.

Si la loi est adoptée telle quelle, certaines parties de sa mise en application seront mises à rude épreuve puisqu'on dispose actuellement de données incomplètes ou inexacts sur un certain nombre d'aspects importants de l'infertilité au Canada. Par exemple, sur le nombre et l'emplacement des cliniques de fertilité.

Mais, pour l'essentiel, on a bien cerné le sujet. Rappelons-nous qu'après quatre années de travail et des dépenses de 28 millions, la commission Baird avait accouché, en novembre 1993, d'un volumineux rapport de 1 275 pages contenant 293 recommandations. Un travail de moine qui a connu des moments de mésententes très graves au sein même des commissaires.

Quand il est question de gérer les techniques de reproduction de la vie humaine, il est primordial de protéger les personnes les plus touchées, de tenir compte des valeurs collectives. Or, le projet de loi le fait.

Ainsi, l'interdiction éventuelle de certaines pratiques déjà connues, comme les contrats de mère porteuse, le choix du sexe d'un enfant pour des raisons non médica-

les, ainsi que l'achat et la vente d'ovules, de sperme et d'embryons fait déjà presque consensus au Canada, selon le rapport Baird.

Mais le projet de loi va beaucoup plus loin. Il s'attaque aussi à des techniques de manipulation pour le moins singulières comme l'ectogénèse, le clonage d'embryons humains, la création d'hybrides animal-humain, le prélèvement d'ovules ou de sperme sur des cadavres, le transfert d'embryons entre l'espèce humaine et d'autres espèces et la création d'embryons aux seules fins de recherche.

Mais comment s'assurer que ces dispositions seront suivies? La punition sévère prévue pour les contrevenants est une réponse on ne peut plus claire: ceux-ci s'exposeront à des amendes pouvant aller jusqu'à 500 000 \$ et à des peines de prison atteignant jusqu'à 10 ans. Et il s'agira d'infractions criminelles.

Que les mères porteuses échappent aux poursuites parce qu'on les considère comme vulnérables par rapport aux couples faisant usage de leurs services et aux agences qui les offrent, cela peut être discutable. L'objectif de cette loi n'est-il pas de mettre un terme à la commercialisation de cette pratique?

Suivant ce même principe, les donneurs de sperme devront offrir leurs services sans espérer aucune rémunération directe ou indirecte. Mais, selon certains sondages, seulement 20 % des donneurs seraient prêts à agir sur une base volontaire et gratuite. Que se passera-t-il?

Finalement, une autre disposition du projet de loi s'avère majeure: il s'agit de la mise en place d'une agence fédérale qui veillera au contrôle réglementaire des technologies de reproduction. Et — très important — les scientifiques devront montrer patte blanche auprès de cet organisme.

Il était temps que le gouvernement établisse des paramètres dans les domaines aussi complexes et dangereux que ceux de la génétique et de la biotechnologie.



Claudette Tougas

vembre 1993, d'un volumineux rapport de 1 275 pages contenant 293 recommandations. Un travail de moine qui a connu des moments de mésententes très graves au sein même des commissaires.

Quand il est question de gérer les techniques de reproduction de la vie humaine, il est primordial de protéger les personnes les plus touchées, de tenir compte des valeurs collectives. Or, le projet de loi le fait.

Ainsi, l'interdiction éventuelle de certaines pratiques déjà connues, comme les contrats de mère porteuse, le choix du sexe d'un enfant pour des raisons non médica-

LA BOÎTE AUX LETTRES

L'idolâtrie à son paroxysme

Vous sentez-vous mieux qu'il y a deux semaines? Fumez-vous un paquet de plus de Rothmans ou de Players? Buvez-vous une caisse de plus de Labatt ou de Molson Dry? Avez-vous acheté des pneus Goodyear? Ou une Renault? Avez-vous offert des bougies Champion à votre père pour sa fête? Non?? Ingrat! Ingrate!!

On vous a pourtant offert un beau, un grand, un méga (!) spectacle promotionnel sur un plateau d'argent: le Grand Prix du Canada, rien de moins.



Jacques Villeneuve

Et vos idoles, ces petits bonhommes-sandwich, couverts de réclames publicitaires du casque aux bottines (exactement comme ceux qui défilent autrefois, à pied, rue Sainte-Catherine pour vendre des produits ou des menus de restaurant...): de nos jours, ils tournent en rond, vite vite, pour finir tous au même endroit, malgré tout... Et vos idoles, dis-je, sont réparties sous d'autres cieus, promouvoir l'alcool, le tabac, le caoutchouc, l'essence, alouette!

Il nous reste, pour nous consoler, une courte prière entendue pendant la pub-maison de la SRC-TV, annonçant la diffusion de la course: « Au nom du père, et du

fil, et de la Formule 1... » récitait l'annonceur en voix-off, sans vergogne, bien conyaincu. Une trouille, vous dis-je. L'idolâtrie à son paroxysme. La complaisance. L'ultime bêtise. Pour divertir qui? Pour nous distraire de quoi?

Fumez. Buvez. Roulez. Coco Junior est reparti (Dieu le fils...) tourner en rond, comme tant d'autres avant et après lui, dans la même direction, image parfaite, exemple grassement payé du courage... et du mauvais goût!

Et pourquoi ces Grand Prix automobiles sont-ils généreusement commandités par des marques de bières et de cigarettes? Simple pour nous rappeler que l'alcool au volant, c'est criminel... et que le tabac tue lentement, mais sûrement. Le rapport, direz-vous? Quand on est au septième ciel de l'idolâtrie, on n'a que faire de la santé des peuples de la Terre. On tourne en rond, c'est tout. Il faut bien vendre la marchandise, n'est-ce pas?

Gabriel BANVILLE
Longueuil
spécialiste en communication

Impossible d'éviter les chevreuils

Dans un article paru le 5 juin dernier, la Sûreté du Québec demandait « aux automobilistes de redoubler de vigilance » pour ne pas frapper de chevreuils sur l'autoroute des Cantons de l'Est.

Laissez-moi vous dire que cet avertissement est en pratique « inutile ».

Ayant malheureusement déjà frappé quatre chevreuils moi-même, je puis vous dire que la vigilance est inapplicable. Entre autres, parce que, sur une route nationale, on regarde généralement en avant et non pas sur les côtés; ce qui ne permet pas de voir les « petites bêtes » venir à l'improviste. D'autant plus que celles-ci apparaissent surtout à la brunante ou à la noirceur.

Un animal ne se voit pas d'avance: il apparaît à la dernière minute et, malheureusement, on ne peut rien faire pour l'éviter; il est là, venu de nulle part et on le frappe et on le tue. C'est lui, et la plupart du temps nous avec...

Micheline BROCHU
Saint-Bruno

VTT: un projet de loi applaudi

La loi 43 sur les véhicules tout-terrain (VTT) sera bénéfique, surtout pour les clubs de VTT qui obtiennent enfin par son biais une reconnaissance. C'est pour les utilisateurs qui font de la vitesse et qui ne portent pas leur casque de sécurité que la loi constituera un « malheur ».

Je suis aux anges depuis que le ministre des Transports, Jacques Brassard, a dévoilé les grandes lignes de son projet de loi pour encadrer l'utilisation des VTT.

À titre d'exemple, la limite de vitesse imposée aux VTT sera de 50 km/h. Il sera interdit de conduire avec un taux d'alcoolémie supérieur à 0,08. Les moins de 14 ans

ne pourront conduire et les moins de 16 ans devront posséder un certificat d'aptitude. Casque, odomètres, feux de freinage et assurances seront obligatoires. Des amendes pouvant atteindre 500 \$ sont prévues.



Jacques Brassard

Les clubs possèdent déjà des règlements plus sévères, et ils ont souvent une philosophie de sport familial où la vitesse n'a pas sa place. Mais un club dont les règlements sont sévères est un club qui marche.

Pour les membres, donc, la loi ne change rien. Ça va mettre de l'ordre. Le milieu sera mieux structuré et mieux encadré.

Ce sont les patrouilleurs des clubs de VTT, au même titre que les patrouilleurs des clubs de motocycle, qui veilleront à faire respecter la loi.

Cette reconnaissance aura aussi comme impact d'attirer les touristes.

Marc BEAULIEU
directeur régional de l'Estrie
et secrétaire exécutif,
Fédération québécoise des clubs
motocyclistes associés

Notre histoire culturelle s'assombrit

Une oeuvre architecturale d'importance vient de disparaître. En effet, Loto-Québec utilise

l'ancien pavillon du Québec pour s'agrandir, sans respect du concept d'origine, en l'enrobant d'un épais manteau doré, opaque, lui retranchant sa raison d'être. Et cela, sans consultation ni autorisation de ma part, moi qui fus concepteur et coauteur de l'ouvrage, gagnant du concours d'architecture Expo 67 avec P.G.L. architectes, et gagnant de la Médaille Massey en architecture pour ce bâtiment, la plus haute distinction dans le domaine au Canada.

Le concept original du pavillon du Québec de l'Expo 67 exprimait la transparence, l'affirmation, l'autonomie, la fierté parmi ses voisins. Le Québec y recevait le monde entier, dans une terre d'hommes en devenir, paré de ses plus beaux atours.

Je demande que ce bâtiment soit remis dans son état original ou soit reconstruit de façon identique, à l'ouest, sur l'emplacement de l'ancien pavillon de l'Ontario afin de restituer aux Québécois un élément important de leur patrimoine architectural.

Luc DURAND
architecte

N.B.

La Presse accorde priorité sous cette rubrique aux lettres qui font suite à des articles publiés dans ses pages et se réservent le droit de les abréger. L'auteur doit être clair et concis, signer son texte, donner son nom complet, son adresse et son numéro de téléphone. Adresser toute correspondance comme suit: La boîte aux lettres, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9.

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



MAROC-FRANCE

La famille Oufkir

■ Trois membres de la famille du général Oufkir, ancien ministre de la Défense au Maroc, tenu pour responsable d'un complot contre le roi Hassan II en 1972, sont arrivés hier en France après avoir fui leur pays. Maria Oufkir, fille du militaire disparu, accompagnée de son fils adoptif et de sa cousine, ont débarqué à Orly en provenance de Madrid. Ils ont été accueillis à l'aéroport par l'avocat de la famille, Georges Kiejman. Accusé d'être le chef occulte d'un attentat manqué contre Hassan II, le 16 août 1972, Oufkir est mort le même jour dans des circonstances mal connues; le régime marocain prétend qu'il s'est suicidé. Sa veuve et ses six enfants ont passé 18 ans en résidence surveillée avant d'être libérés mais il leur a été interdit de quitter le Maroc.

d'après AP

TURQUIE

Valse hésitation

■ Mme Tansu Ciller a poursuivi hier sa valse-hésitation avec le leader islamiste turc Necmettin Erbakan en ne répondant ni oui ni non à sa proposition de former une coalition de gouvernement entre leurs deux partis. À l'issue de leur troisième rencontre en onze jours, M. Erbakan, chef du parti de la Prospérité (Refah), et Mme Ciller se sont séparés en laissant la Turquie dans le flou quant à son futur gouvernement. Contrairement à son habitude, Mme Ciller n'a fait aucune déclaration à l'issue de cet entretien, en laissant le soin à un de ses hommes de confiance, Necmettin Cevheri, vice-président de son parti de la Juste Voie (DYP, droite).

d'après AFP

GRÈCE

Papandréou

■ Plus de 500 000 Grecs et de nombreuses personnalités étrangères sont attendus aux funérailles, à Athènes, du chef historique des socialistes grecs Andréas Papandréou, décédé dimanche d'une crise cardiaque à 77 ans. Des cars, trains, avions et bateaux ont été affrétés spécialement pour permettre à des milliers de provinciaux de rendre un ultime hommage au disparu qui sera inhumé avec des honneurs de chef d'État. Les autorités s'activaient fiévreusement hier à préparer la capitale grecque à cet afflux.

d'après AFP

UKRAÏNE

Pas de troupes russes

■ Le Parlement ukrainien a adopté hier un article de la future constitution interdisant le stationnement de troupes étrangères sur le territoire de l'Ukraine. Cet article, qui entrera en vigueur en même temps que la future constitution actuellement à l'étude au Parlement, vise directement la Russie, qui a encore plusieurs dizaines de milliers de soldats dans la presqu'île ukrainienne de Crimée, où est toujours basée la flotte russe de la mer Noire. Les députés ukrainiens ont néanmoins introduit dans le texte de loi fondamentale « une disposition transitoire » autorisant l'utilisation, pour un délai déterminé, de bases militaires en Ukraine par un État étranger dans des conditions de location et selon un mécanisme qui doit être fixé par un traité international, ratifié par le parlement de l'Ukraine.

d'après AFP

SUD-LIBAN

Journaliste détenu

■ Le président directeur-général de l'Agence France-Presse, Jean Miot, « proteste vivement » dans une lettre adressée hier au premier ministre israélien Benjamin Netanyahu contre la détention en Israël depuis le 13 juin du correspondant de l'AFP au Sud-Liban, Ali Diya. « Nous protestons vivement contre le traitement infligé à notre correspondant et nous vous demandons l'assurance qu'il est traité selon les normes internationales en vigueur, et en particulier qu'il bénéficie du droit à être défendu », écrit M. Miot.

d'après AFP

La caravane du G7 atteint Lyon

Paris s'y battra seul contre les excès de la mondialisation

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale, PARIS

Enfin, c'est en l'absence de Boris Eltsine, occupé à son élection en Russie le 3 juillet, que commencera demain à Lyon le G7 — grand-messe annuelle des sept pays les plus industrialisés du monde dont le Canada, dernier promu dans ce cercle très exclusif lors du sommet de Porto Rico en 1977, à l'époque de Pierre Elliott Trudeau.

Sur le plan politique, c'est le dossier bosniaque qui avait dominé le sommet de Halifax il y a un an : fraîchement élu président, Jacques Chirac avait inauguré sa présidence en bousculant quelque peu les diplomates occidentales et en imposant une condamnation de la Serbie nettement plus marquée que prévu. Conséquence ou coïncidence, les États-Unis avaient dès lors nettement durci leurs positions et donné un coup d'arrêt à la politique expansionniste de la Serbie.

Cette année, c'est l'ombre de la gigantesque Russie — malade, mais toujours puissante... et nucléarisée — qui flottera sur la « capitale des Gaules » et Notre-Dame de Fourvière. C'est un secret de Polichinelle que les pays occidentaux, à commencer par les États-Unis,

soutiennent à fond la confirmation de Boris Eltsine au poste de président de la Russie, sans se faire d'excessives illusions sur l'homme, son entourage et ses méthodes — mais en partant du principe qu'on sait ce qu'on a aujourd'hui et que ce qu'on aurait demain pourrait bien être pire. Bien entendu, le sommet du G7 s'abstiendra de toute ingérence trop voyante : « Pas question d'indiquer une préférence, dit sans sourire un conseiller de Chirac, nous nous contenterons de réaffirmer solennellement notre soutien... aux réformes économiques en cours en Russie... »

Par ailleurs, fidèle à une certaine tradition française, le président Chirac, hôte du Sommet, a décidé de placer cette réunion sous le signe d'un examen critique de la

« mondialisation » de l'économie. Dans l'esprit des Français, le sujet doit être abordé avec lucidité et sans complaisance : « Il est indispensable, dit un autre conseiller de l'Élysée, de souligner que la mondialisation doit se réaliser au service de tous et non pas en creusant l'écart entre riches et pauvres. Si les effets bénéfiques de cette mondialisation sont évidents, les risques qu'elle comporte sont également évidents. L'ouverture des frontières a provoqué une hausse importante des capitaux en mouvement, mais en fragilisant le système. »

Disons que sur ce point central la France a de bonnes chances de se retrouver passablement isolée au sein du G7 — de la même manière qu'au sommet de Versailles en 1982 ou de l'Arche en 89 quand elle réclamait une réforme de fond du système monétaire international ou un accroissement important de l'aide au tiers monde.

« Sur diverses questions, ironise un diplomate américain, la France et Chirac parlent d'une « troisième voie » économique... comme s'il en existait déjà deux ! En fait, si le débat sur la mondialisation vise d'abord à protéger artificiellement des entreprises publiques euro-

peennes, ou à reporter à plus tard la résorption des déficits publics ou l'assainissement des finances, il est probable que Paris se retrouvera sans le moindre allié. Les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada sont pour la rigueur budgétaire, mais aussi les Allemands et les Japonais. Même le nouveau gouvernement italien — dirigé par un économiste, Romano Prodi — donne la priorité à la rigueur. »

En clair : il y aura des déclarations publiques ou officieuses des Français à propos des effets pervers de la mondialisation mais le communiqué final sur les questions économiques appuiera une ligne libérale très orthodoxe.

Parmi les nombreuses questions particulières ou bilatérales, le Canada entend soulever, discrètement, la question de l'amendement Helms-Burton qui pénalise les sociétés étrangères faisant affaire avec Cuba. « Nous ne voulons nullement embarrasser les Américains, dit un haut fonctionnaire canadien, mais plutôt leur faire comprendre que cette politique d'extra-territorialité nuit au commerce international... et à leurs propres intérêts. »



Vingt-cinq mille manifestants, selon la police — 50 000, selon les syndicats — ont défilé à Lyon hier pour protester contre des effets de la mondialisation de l'économie sur les populations des pays représentés aux assises du G7.

Une manif syndicale accueille les Sept

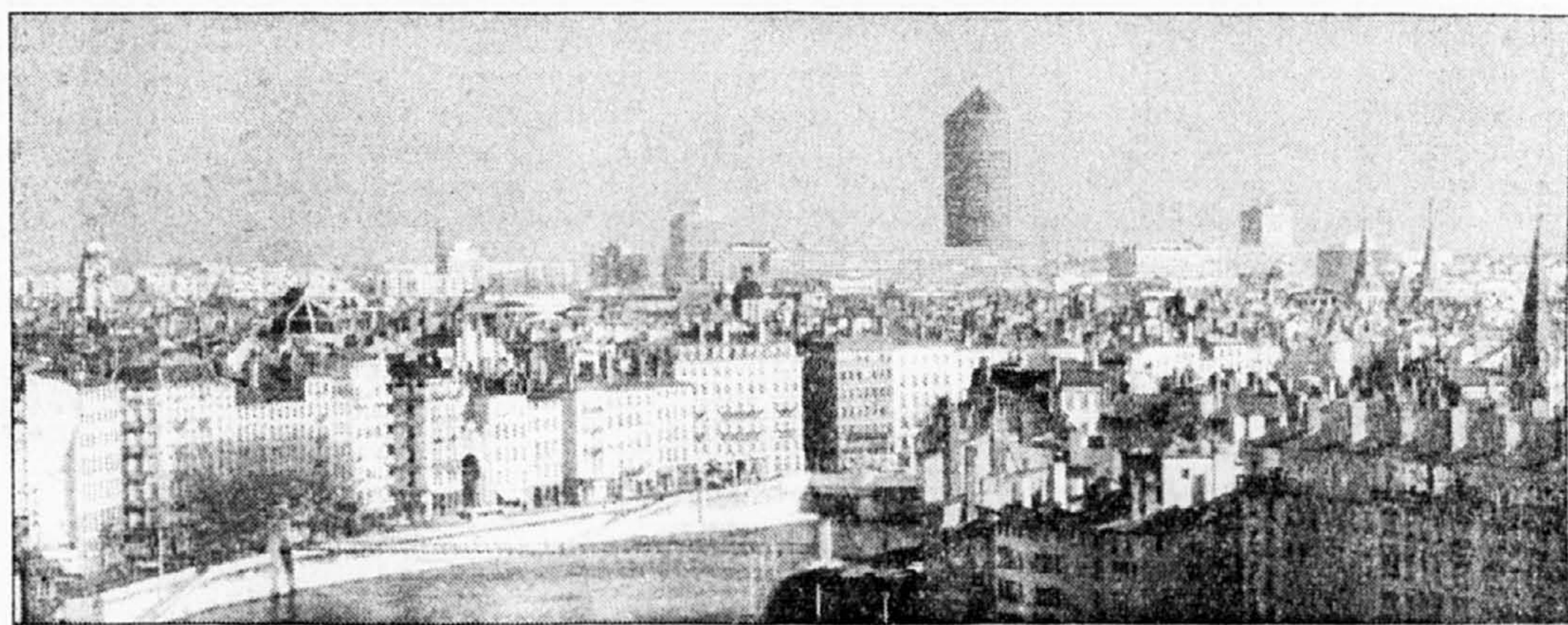
d'après AFP
LYON

Des dizaines de milliers de travailleurs ont défilé hier à Lyon (centre) à l'appel des syndicats français contre le sommet du G7 qui commence demain dans la deuxième métropole de France.

50 000 personnes, selon le plus important syndicat français, la CGT (pro-communiste) ou 25 000 d'après la police, avaient convergé de tout le pays pour demander aux dirigeants du G7 de faire « du plein emploi dans le monde » leur première priorité. Le défilé qui a eu lieu dans une atmosphère de fête et colorée (tambours, ballons et beaucoup de musique) a pour mot d'ordre unitaire : « Pour une avancée sociale, soyons solidaires pour le plein emploi dans le monde. »

Avant le départ de la manifestation, Louis Viannet, le leader de la CGT, a estimé que « c'est bien le sort de millions d'êtres humains qui se joue dans ces « messes basses » entre chefs d'État, critiquant « les décisions prises par les grandes multinationales et leurs annexes que sont le FMI et la Banque Mondiale ».

Plusieurs manifs contre-G7 sont organisés à Lyon par des organisations syndicales ou diverses associations non gouvernementales avant le début de la réunion de trois jours des dirigeants des sept grands pays. Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon.



La ville de Lyon qui accueille le G7. De chaque côté de la Saône, le Vieux-Lyon. À l'arrière-plan, la tour du Crédit lyonnais.

Lyon-la-discrète s'est faite belle

d'après Reuter
LYON

Un peu intimidée par l'ampleur de l'événement mais décidée à saisir cette chance de retrouver la célébrité qui était la sienne lorsqu'elle était la capitale des Gaules, Lyon-la-discrète s'est parée de ses plus beaux atours pour accueillir le sommet du G7.

Jamais encore la deuxième ville de France n'avait abrité entre ses deux collines et Rhône et Saône rassemblement aussi prestigieux que celui des chefs d'État et de gouvernement américain, français, britannique, allemand, italien, japonais et canadien.

Le président de la Commission européenne, le premier ministre russe, le secrétaire général de l'ONU, le directeur général du Fonds monétaire international, le président de la Banque mondiale et le directeur général de l'Organisation du commerce mondial seront également présents. Tous seront accompagnés de leur escorte de di-

plomates et conseillers ainsi que de 2500 journalistes.

Raymond Barre, député-maire de la ville, est le premier à reconnaître qu'il ne pouvait espérer meilleure occasion de mettre sa ville en valeur. Lorsqu'il lui a confié la mission d'accueillir le G7 — en récompense disent certains de son soutien à l'élection présidentielle — le président Jacques Chirac a donné à l'ancien premier ministre la consigne d'organiser un sommet « simple et sans fastes ». Depuis cette date, en juin 1995, la ville travaille à embellir ses atours.

Les chefs d'État et de gouvernement siègeront dans le Musée d'art contemporain, au cœur de la nouvelle cité internationale construite sur les bords de la Saône et conçue par l'architecte italien Renzo Piano. Une promenade à pied dans le parc de la Tête d'or les mènera au Palais des congrès où sera installé le centre de presse et une navette fluviale leur permettra de rejoindre le centre de la ville en descendant le Rhône. Neuf hôtels ont été retenus

pour loger les délégations.

Jacques Chirac s'installera à la Villa Florentine, ancien couvent qui domine le Vieux-Lyon. Bill Clinton sera hébergé à l'hôtel Sofitel sur les bords du Rhône. Helmut Kohl sera reçu au Reine Astrid, un des plus récents quatre étoiles lyonnais qui mettra à sa disposition un lit adapté à son imposante stature. John Major sera logé à l'hôtel Royal, célèbre pour son bar anglais. Romano Prodi occupera une suite luxueuse à l'hôtel Concorde, avec vue sur le Rhône. La délégation japonaise sera au Crown Plaza dont le personnel a été formé aux coutumes nipponnes. Jean Chrétien séjournera dans les meubles de Krieger et les fresques d'Henri Martin et Laurent Ermontau qui ornent le Pullman Château Perrache. Viktor Tchernomyrdine sera en revanche entouré de mobilier Louis XVI à l'hôtel Métropole, et Jacques Santer, président de la Commission européenne occupera La Cour des Loges, palais de la Renaissance situé dans le Vieux-Lyon.

Christopher rentre bredouille de Jérusalem

Netanyahu se refuse à tout engagement spécifique face au processus de paix

d'après AFP et Reuter
JÉRUSALEM

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a obstinément refusé hier de dévoiler ses batteries dans le processus de paix à l'issue d'un entretien prolongé avec le secrétaire d'État américain Warren Christopher.

Le chef de la diplomatie américaine était venu à Jérusalem en quête d'assurances concrètes de la part de M. Netanyahu sur la volonté de son gouvernement de droite de respecter les accords conclus avec les Palestiniens par le précédent gouvernement travailliste. Mais lors d'une conférence de presse conjointe qui a suivi la rencontre, M. Netanyahu s'est, une nouvelle fois, abstenu de tout engagement spécifique. Il a réitéré

sa promesse générale de poursuivre les pourparlers avec l'Autorité palestinienne et les États arabes, à la condition expresse qu'ils combattent la violence anti-israélienne.

En particulier, M. Netanyahu a refusé de s'avancer sur une éventuelle rencontre avec le président palestinien Yasser Arafat ainsi que sur le retrait israélien de Hébron en Cisjordanie, qui a déjà trois mois de retard sur le calendrier prévu. Ce sont précisément les deux thé-

mes sur lesquels M. Christopher avait affirmé désirer des éclaircissements de la part de la nouvelle administration israélienne.

Dès avant l'entretien, le porte-parole de M. Netanyahu avait fait savoir que le premier ministre n'avait aucune intention de présenter des positions détaillées à M. Christopher, se réservant pour son entretien prévu le 9 juillet à Washington avec le président Bill Clinton. M. Netanyahu a insisté sur le thème qu'il avait exploité avec succès pendant sa campagne électorale, celui de « la paix dans la sécurité ». « Le choix stratégique que toutes les parties dans la région doivent faire est très clair : c'est le terrorisme ou la paix, on ne peut pas avoir les deux », a-t-il affirmé. « Ce qu'a dit le peuple d'Israël

(lors de l'élection du 29 mai) c'est que le terrorisme est incompatible avec l'avancement de la paix », a-t-il dit.

Au sujet de Hébron, le premier ministre a jugé la question « très complexe, dans ses dimensions historique, religieuse et sécuritaire. La question de sécurité est cardinale et il faut l'aborder avec précaution, avec beaucoup d'attention, de rigueur et de responsabilité ».

Interrogé sur une rencontre avec M. Arafat, M. Netanyahu, qui n'a même pas prononcé le nom du président palestinien, s'est borné à déclarer : « Si c'est essentiel pour la sécurité d'Israël, alors j'examinerais cette possibilité. » Selon lui, des contacts déjà en cours avec l'Autorité palestinienne à un niveau subalterne, « vont s'élargir

dans les jours qui viennent ». Mais « toute avancée vers la paix dépendra de la sécurité », a déclaré M. Netanyahu. « L'Autorité palestinienne a montré ces derniers mois une certaine capacité à lutter contre le terrorisme. Elle peut le faire, mais jusqu'à présent, elle ne l'a fait que partiellement ».

Le premier ministre a reçu l'approbation de M. Christopher lorsqu'il a réitéré sa volonté que les négociations avec la Syrie et le Liban reprennent « sans condition préalable ». « C'est le seul moyen pour que les négociations soient fructueuses et couronnées de succès », a déclaré M. Netanyahu. M. Christopher a pour sa part appuyé l'insistance d'Israël à préserver sa sécurité mais il a aussi mis en avant l'impératif de la paix.

L'Inde réaffirme son refus d'un traité interdisant les essais nucléaires

d'après Reuter
JAMMU

Le ministre indien de la Défense, Mulayam Singh Yadav, a déclaré hier que l'Inde ne céderait pas aux pressions occidentales en faveur de la signature dans les termes actuels d'un traité interdisant les essais nucléaires.

« Nous ne pouvons accepter le fait qu'une poignée de pays soient

autorisés à se fier aux armes nucléaires pour leur sécurité tout en refusant ce droit aux autres. Ce n'est pas le traité que nous avions envisagé, a dit le ministre. « Nous ne céderons à aucune pression », a-t-il encore dit à des journalistes à Jammu, la capitale d'été de l'État de Jammu et Cachemire.

La semaine dernière, New Delhi a annoncé qu'elle ne signerait pas le projet de traité d'interdiction

globale des essais car il ne prévoit pas le désarmement des cinq puissances nucléaires mondiales et affaiblirait par conséquent la sécurité nationale indienne. L'Inde participe aux négociations de Genève avec les puissances nucléaires (États-Unis, Russie, Chine, Grande-Bretagne et France) et le Pakistan et Israël. Comme ces deux derniers, elle n'est pas considérée comme une puissance nucléaire.

Elle a fait exploser un engin nucléaire en 1974 mais affirme que son programme de recherches nucléaires ne sert qu'à des fins pacifiques comme la production d'électricité. Coïncée entre la Chine et le Pakistan, pays généralement considérés comme un détenteur de la technologie nécessaire pour se doter rapidement d'un arsenal atomique, l'Inde dit n'avoir aucun programme d'armement nucléaire et

n'avoir pas l'intention de mener de nouvel essai.

Le représentant du Pakistan aux discussions de Genève, Mounir Akram, a déclaré hier que le refus de l'Inde de signer l'accord dans les termes actuels pourrait « sonner le glas du traité ». Il a aussi critiqué les termes du projet sans aller jusqu'à dire que le Pakistan ne le signerait pas.

Des semaines cruciales pour Boutros-Ghali

d'après AFP
NEW YORK

Les prochaines semaines s'annoncent difficiles et cruciales pour M. Boutros Boutros-Ghali alors que Washington a décidé de « tuer dans l'oeuf » sa candidature à un second mandat à la tête de l'ONU.

L'attitude de l'Afrique, continent dont il est issu, devrait être déterminante pour l'avenir personnel du diplomate égyptien, selon des sources onusiennes. Européens et Asiatiques ont, pour l'instant, dans leur grande majorité, réservé leur position. Au Caire, les pays arabes ont appelé les États-Unis à revenir sur leur décision.

L'annonce le 20 juin par l'administration américaine de sa détermination à aller jusqu'au veto lors de l'élection prévue cet automne à New York, a rendu la tâche de M. Boutros-Ghali quasiment impossible, estiment des fonctionnaires de l'organisation. Des diplomates de divers continents pensent, à l'instar de la Chine, que le secrétaire général risque d'être « sacrifié sur l'autel » de l'élection présidentielle américaine de novembre. De nombreux pays, dont la Russie, se sont montrés surpris, voire agacés, par la façon abrupte dont Washington a révélé ses intentions.

M. Boutros-Ghali, 73 ans, perçu en Amérique comme « un ami de la France », n'a jamais eu bonne presse aux États-Unis. Dimanche, la chaîne de télévision CNN (nationale) a consacré une émission d'une heure à l'ONU, sans mentionner une seule fois le nom de M. Boutros-Ghali, ni même montrer une image de lui. Son avenir sera inévitablement évoqué en marge de la réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays les plus industrialisés du monde (G-7), de demain à samedi prochains à Lyon (France), où il a été invité. La dernière journée du G-7 sera consacrée à la réforme des institutions internationales. Cependant, estiment des diplomates, le véritable test pour M. Boutros-Ghali sera, ensuite, le sommet annuel des 53 pays de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du 8 au 10 juillet à Yaoundé (Cameroun). « Il a fait beaucoup pour l'Afrique et (les Africains) lui doivent quelque chose », estime une source onusienne. M. Boutros-Ghali avait été élu il y a cinq ans comme candidat africain. Traditionnellement, les secrétaires généraux accomplissent deux mandats, selon une rotation géographique, et certains en Afrique redoutent que le continent perde le poste à la fin de l'année.

La question pourrait diviser le sommet de l'OUA.

On s'attend généralement à ce que certains pays comme l'Éthiopie, l'Ouganda et le Rwanda suivent la recommandation américaine, même si l'OUA, dans son ensemble, est plutôt favorable à M. Boutros-Ghali. Le secrétaire général est populaire notamment en Afrique du sud, en raison des positions anti-apartheid de l'ONU.

En Asie, le Japon s'est mis à rêver de l'éventuelle élection de Mme Sadako Ogata, l'un de ses meilleurs diplomates, au poste de secrétaire général des Nations unies. Mme Ogata est actuellement, à Genève, Haut commissaire de l'ONU pour les réfugiés.

L'ACCENT GT : PRIX ACCENT « MEILLEUR ACHAT ».

12 995 \$

PRÊTE-À-CONDUIRE



Quantité limitée

Venez vite faire l'essai d'une Accent GT, le « Meilleur achat ». Parmi ses caractéristiques, mentionnons un fougueux moteur 16 soupapes à DACT qui développe plus de chevaux que la Tercel DX. Elle vous offre de plus une suspension calibrée pour la conduite sportive, des roues moulées en alliage léger, un attrayant aileron arrière, des phares secondaires perçants, des garnitures de sièges sport, une radio stéréo AM/FM à syntonisation électronique avec lecteur de cassettes et quatre haut-parleurs de série munie d'un dispositif antivol ainsi qu'un toit ouvrant.

L'ACCENT GT BAT LA CONCURRENCE*

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE	ACCENT GT 3 P	TERCEL DX 2 P	CIVIC CX 3 P	NEON BASE 2 P
Direction assistée	S	-	-	S
Roues en alliage d'aluminium	S	-	-	-
Antibrouillards	S	-	-	-
Essuie-glace de lunette arrière	S	-	-	-
Toit ouvrant	S	-	-	-
Déflecteur arrière	S	-	S	-
Équipement audio	Radiocassette	-	-	-
Tachymètre	S	-	-	-
Banquette arrière à dossiers rabattables 60/40	S	-	50/50	-
Ouverture télécommandée du hayon/coffre	S	-	S	-
Ouverture télécommandée du volet de réservoir	S	-	S	-
Rétroviseurs extérieurs à télécommande	S	-	S	S
Montre à quartz à affichage numérique	S	-	-	-
Pneus	175/65R14	155/80R13	175/70R13	185/65R14
Garantie	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	5 ans/100 000 km	3 ans/60 000 km
Assistance routière	3 ans/60 000 km	-	-	3 ans/60 000 km

*Accent Gt 12 995 \$. Immatriculation, transport, préparation et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre.
*Selon les renseignements publiés en 1996 par les fabricants concurrents. Baguettes latérales en option, posées chez le concessionnaire.

VOTÉE
« MEILLEUR ACHAT »
ET « MEILLEUR
RAPPORT
QUALITÉ-PRIX »
DE 1996.
LE MAGAZINE CARGUIDE



HYUNDAI
On évolue à votre avantage

OUEST
Autos Eurolux Inc.
2500, boul. Hébert
Valleyfield 377-1985

Automobiles
Ulsan Ltée
1625, boul. Hymus
Dorval 683-5702

Ile Perrot Hyundai
500 Don Quichotte
Ile Perrot 425-2960

SUD
Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly 875-1959

Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victorin
Longueuil 670-2080

Les Automobiles
Cloginor Inc.
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
348-6817

Hyundai Casavant
2300, boul. Casavant, ouest
St-Hyacinthe 774-6344

Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 378-4666

Hyundai de Châteauguay
77, St-Jean-Baptiste
Châteauguay 699-8555

Hyundai Varennes
1855 Route 132
Varennes 652-4979

NORD
Desmeules Hyundai
1237, boul.
des Laurentides
Ville de Laval 668-6393

Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul.
des Laurentides
St-Antoine 432-4252

Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Chomedey, Laval
682-6000

Hyundai Blainville
1053, Curé Labelle
Blainville 434-5484

Houle et Frères Hyundai
401, boul. des Seigneurs
Terrebonne 471-4647

Hamel Hyundai
885, boul. Aurthur-Sauvé
St-Eustache 974-0440

Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier 623-4844

EST
Hyundai de Lanaudière
1165, de Lanaudière
Joliette 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, avenue Papineau
Montréal 521-3201

Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny 582-3182

Hyundai Sorel-Tracy
1250, rue Marie-Victorin
Tracy 743-1244

Hyundai Gabriel
7020, Henri-Bourassa est
Montréal 329-7777

CENTRE
Hyundai de Sigi
1124, rue Bleury
Montréal 879-1531

Monde

Le Burundi demande de l'aide militaire

d'après AFP ARUSHA

Le gouvernement burundais a pour la première fois hier demandé à ses voisins et « amis » réunis à Arusha (nord de la Tanzanie) une « assistance » militaire, qui ne serait cependant pas une « intervention », pour faire cesser les massacres.

Le sommet sur le Burundi, qui a réuni hier les dirigeants de six pays d'Afrique du centre et de l'Est (Burundi, Rwanda, Tanzanie, Kenya, Tanzanie, Éthiopie) et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a décidé de mettre sur pied une « commission technique », présidée par la Tanzanie, chargée d'évaluer la forme et le volume de cette assistance.

Le président tanzanien Benjamin Mkapa, hôte du sommet, a souhaité que cette commission puisse remettre un premier rapport avant le sommet de l'OUA prévu à partir du 8 juillet à Yaoundé. C'est la première fois que le gouvernement burundais, foncièrement hostile jusqu' alors à toute idée de force internationale, demande une assistance extérieure pour l'aider à restaurer la paix dans le pays en proie à de meurtriers affrontements politico-ethniques entre Hutus et Tutsis.

Depuis la tentative de coup d'État d'octobre 1993, au cours de laquelle le premier président hutu du pays, Melchior Ndadaye, avait été assassiné, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été tués au Burundi. Ces derniers mois, la crise a dégénéré en une véritable guerre civile entre l'armée régulière, dominée par la minorité tutsie, et une rébellion hutue dont le principal dirigeant est un ancien ministre, Léonard Nyangoma. Une « régionalisation » du conflit est également redoutée.

À la veille du sommet d'Arusha, également organisé à l'initiative de l'ancien chef de l'État tanzanien Julius Nyerere, médiateur dans la crise burundaise, les négociations initiées par ce dernier semblaient en outre « dans l'impasse », enlevant aux Burundais l'espoir d'une solution rapide à leurs problèmes. « Nous devons empêcher que la tragédie rwandaise de 1994 se reproduise », a lancé le président Mkapa à l'ouverture du sommet d'une journée, tenu au Centre international de conférences d'Arusha (AICC), par ailleurs siège du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR). En 1994 au Rwanda, au moins 50 000 personnes, Tutsis et Hutus modérés, avaient été massacrées par des extrémistes hutus.

Un appel « renouvelé et urgent » à tous les groupes burundais a donc été lancé par le sommet d'Arusha, qui leur a demandé de cesser immédiatement les violences. Ensuite, précise le communiqué final publié après le sommet, « les chefs d'État et / ou de gouvernement présents à Arusha ont affirmé que les négociations doivent impliquer tous les groupes et partis ».

Le principal parti d'opposition, l'Unité pour le progrès national (UPRONA), et l'armée burundaise, dominés par la minorité tutsie, se sont pourtant montrés jusqu'à présent catégoriquement opposés à la participation de Léonard Nyangoma à de futurs pourparlers de paix, tout comme ils ont toujours rejeté l'idée d'une force internationale d'intervention. Pour eux, les rebelles hutus sont des « génocidaires », accusation renvoyée à l'armée par la rébellion.

Quant à « l'assistance » demandée par Bujumbura, le premier ministre burundais, Tutsi membre de l'UPRONA, a précisé à la presse qu'il ne « s'agit pas d'une intervention militaire qui nous serait imposée par la force, mais plutôt une assistance pour que la sécurité soit assurée à chacun ». « Nous n'avons pas changé d'avis », a-t-il relevé. La forme de cette assistance reste à définir, mais, a-t-il dit, « nous n'excluons aucun moyen ».

« Il y a une volonté ferme pour que les violences s'arrêtent », a confirmé le président burundais, Sylvestre Ntibantunganya, un Hutu, membre du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU). Pour la première fois, le président et le premier ministre burundais participaient ensemble à un tel sommet.

Selon le président Mkapa, le sommet d'Arusha a été couronné de succès et s'est avéré « très productif ». La seule ombre à cette réunion était l'absence du président Mobutu Sese Seko du Zaïre, qui avait délégué à Arusha son ministre des Affaires étrangères, Jean-Marie Kititwa Tumansi. Plus d'un million de Hutus, rwandais et burundais, sont réfugiés au Zaïre, accusé par le Burundi et le Rwanda de servir de base arrière aux rebelles.

Retrait de Tchétchénie et généraux limogés

d'après AFP MOSCOU

Boris Eltsine a promis hier de retirer les gros des troupes russes de Tchétchénie au 1^{er} septembre et remercié sept généraux de haut rang proches du ministre de la Défense disgracié Pavel Gratchev, à une semaine de son duel décisif contre le communiste Guennadi Ziouganov pour la présidentielle.

Le président russe a également écarté la proposition de M. Ziouganov de former un « conseil d'entente nationale », qui désignerait ensuite un gouvernement de coalition formé pour un tiers de partisans de M. Eltsine, un tiers de sympathisants de M. Ziouganov, les autres forces parlementaires constituant le tiers restant. Sergueï

Medvedev, le porte-parole de Boris Eltsine, a jugé cette proposition « anticonstitutionnelle ».

En revanche, M. Eltsine a décrété la création d'un « conseil politique consultatif » auquel il a invité tous les partis politiques à participer, en réponse à la proposition de M. Ziouganov.

Une semaine donc après avoir rallié à ses côtés le général Alexandre Lebed, arrivé brillant troisième au premier tour du 16 juin, le président russe n'a pas hésité à démettre sept des plus haut placés des généraux russes, tous membres de l'état-major. Quatre d'en-

tre eux avaient été accusés la semaine dernière par le général Lebed, alors tout nouveau secrétaire du Conseil de sécurité russe, d'avoir cherché à organiser une mutinerie dans les casernes pour le faire revenir sur sa décision de limoger Pavel Gratchev.

Les généraux remerciés font partie du cercle de fidèles dont le général Gratchev avait su s'entourer depuis son arrivée à la tête de la Défense russe en 1992, et dont certains lui devaient leur carrière. Il avait su pareillement écarter ses plus farouches ennemis.

La Bosnie votera le 14 septembre : « faute de mieux », dit le chef de l'OSCE

d'après AFP GENÈVE

Les élections se tiendront le 14 septembre en Bosnie « faute de mieux », a déclaré hier le président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Flavio Cotti, après avoir donné le feu vert au scrutin.

M. Cotti, ministre suisse des Affaires étrangères, a expliqué au journal du soir de la Télévision suisse romande que sa décision, annoncée dans la journée à Vienne, était accompagnée de réserves. Celles-ci portent notamment sur le rôle que jouent encore les dirigeants serbes bosniaques accusés de crimes de guerre par le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye, comme Radovan Karadzic. « Ils sont encore en fonction, surtout dans la République serbe. Sans un éloignement, sans qu'ils cessent d'avoir une influence sur l'opinion publique, de graves problèmes vont se poser », a dit M. Cotti.

Mais après avoir bien pesé le pour et le contre, « à la fin, on a trouvé que faute de mieux des élections s'imposent », a dit le président en exercice de l'OSCE. L'OSCE a été chargé par l'accord de paix de Dayton de décider si et à quelle date des élections pouvaient se tenir en Bosnie après près de quatre ans de guerre.

M. Cotti a ajouté que le Haut représentant civil en Bosnie, Carl Bildt, « exerceait une pression très forte sur Belgrade pour qu'une solution soit trouvée » au « problème majeur » des personnes accusées de crimes de guerre.

PERPLEXE

Face aux nouvelles technologies?

Autoroute électronique, Réseautique, Montage Audio/Vidéo non-linéaire, Animation 3D, Vidéo conférence...

Que ce soit pour votre entreprise ou corporation, nos experts seront au

Marché International Multimédia à la Place Bonaventure du 27 au 29 juin,

pour présenter les possibilités offertes par ces technologies.



MICRO BOUTIQUE

Solutions informatiques pour votre entreprise

Montréal: (514) 270-4477
Sherbrooke: (819) 564-4644
Toronto: (416) 365-3184

http://www.microboutique.ca

inSo

Intégration de solutions numériques

Montréal: (514) 271-4676
Toronto: (416) 365-0001

http://www.inso.ca



Apple et le logo Apple sont des marques déposées de Apple Computer Inc.

SOLDE

GIGANTESQUE DE PLANTES DE JARDIN



W.H. PERRON
PÉPINIÈRE ET ARTISANAT

LE SOLDE DÉBUTE LE 26 JUIN 1996!

2 ANS DE GARANTIE SANS CONDITION SUR TOUTES NOS PLANTES RUSTIQUES!

ARBUSTES À FLEURS

Ces plantes enjoliveront votre jardin!

AU CHOIX :
CORNOUILLER ARGENTÉ
SORBARIA À FEUILLES DE SORBIER
POTENTILLE - 4 variétés
SPIRÉE - 4 variétés

SOLDE

644\$

Prix cour. 12,88 chac.

1/2 PRIX

VIVACES DE TAILLE GÉANTE

Elles produiront des couleurs année après année. Au choix : astilbe, œillet, sauge, campanule, heuchère, cœur saignant, iris et tellement plus! Pot de 3,8 l.

TRÈS GROS PLANTS MATURES!

35% DE RABAIS

388\$

Prix cour. 5,99 chac.

35% DE RABAIS

FRAISIER 'SWEET DELITE'

Produit des fruits des plus sucrés et des plus savoureux. Prix cour. 1,19 chac.

SOLDE

77¢

pot de 8 cm

PLANTS SIMPLES ET MATURES

40% DE RABAIS

CLÉMATITES

Choix de magnifiques clématites dont 'Ernest Markham' rouge et 'Comtesse de Bouchaud' rose. 45 cm de haut. Prix cour. 9,88 chac.

SOLDE

588\$

chac.

AU CHOIX

1/3 DE RABAIS

HOSTA DE 16 A 20 cm

Choix de 6 variétés colorées. Plein soleil ou ombre. Prix cour. 6,99 chac.

SOLDE

466\$

chac.

AU CHOIX

COULEURS INSTANTANÉES!

ANNUELLES COLOREES

Grosses plantes chargées de fleurs et de boutons. Vaste choix de variétés de l'agérate, au zinnia. Prix cour. 97c chac.

SOLDE

88¢

pot de 10 cm

FLORAISON GARANTIE TOUT L'ÉTÉ.

40% DE RABAIS

ÉPINETTE NAINE D'ALBERTA

Conifère à croissance pyramidale qui maintient sa forme sans aucune taille. Aiguilles vert clair. 45 cm de haut. Prix cour. 9,88 chac.

SOLDE

588\$

chac.

35% DE RABAIS

MÛRIER PLEUREUR

Arbre ornemental de 1,5 m aux branches retombantes. Prix cour. 54,90 chac.

SOLDE

3488\$

chac.

ÉCONOMISEZ 20\$

HEURES D'OUVERTURE : du lundi au samedi de 9 h à 21 h. Dimanche et jours fériés de 9 h à 18 h. LE SOLDE SE TERMINE LE 3 JUILLET 1996, SAUF INDICATION CONTRAIRE. NOUS PRÉPARONS ET PRODUISONS NOS CIRCUAIRES AVEC GRAND SOIN. DES ERREURS PEUVENT CEPENDANT SE GLISSER DANS LES DESCRIPTIONS, LES ILLUSTRATIONS OU LES PRIX. DANS L'ÉVENTUEL D'UNE ERREUR DE PRIX, L'ARTICLE SERA VENDU À SON PRIX VÉRITABLE. NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS. LE SOLDE SE LIMITE AUX MARCHANDISES EN MAGASIN. CERTAINS ARTICLES NE SONT PAS OFFERTS À LA SUCCURSALE DE BOUCHERVILLE.

ANJOU
7550, RUE BÉCLARD
En face du Club Price

QUÉBEC
PLACE LÉBOURGNEUF
5500, boul. des Grands

GATINEAU
25, CHEMIN DE LA SAVANE

BROSSARD
9425, BOUL. TASCHEREAU
En face du Club Price

BOUCHERVILLE
1451, RUE AMPÈRE

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3781, BOUL. DES SOURCES
Au nord de l'autoroute 40

NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
7205, RUE SAINT-JACQUES
Métro Vendôme, autobus 90 ouest

LAVAL
2900, BOUL. LABELLE
Au coin de l'aut. 440 et du boul. Labelle

LIQUIDATION D'ENGRAIS

JUSQU'À 40% DE RABAIS

ENGRAIS ET HERBICIDE PREMIUM PLUS 3 SI-VERT™

Prix cour. 34,88/sac de 18 kg

30% DE RABAIS

2442\$

/sac

ENGRAIS POUR PELOUSE MILORGANITE PLUS SI-VERT™

Prix cour. 24,88/sac de 20 kg

40% DE RABAIS

1468\$

/sac

ENGRAIS POUR PELOUSE PREMIUM PLUS ULTRA SI-VERT™

Prix cour. 24,88/sac de 18 kg

30% DE RABAIS

1742\$

/sac

BÂTONNETS D'ENGRAIS JOBE'S™ POUR L'EXTÉRIEUR

Prix cour. 42c chac

30% DE RABAIS

5/138\$

ET TELLEMENT PLUS D'AUTRES AUBAINES EN MAGASIN!

Au moins 23 morts et 345 blessés dans un camp américain

« Scandalisé », le président Clinton dépêche le FBI sur les lieux de l'attentat, en Arabie Saoudite

d'après AP et AFP
WASHINGTON

Un camion-citerne piégé a explosé hier soir devant une base aérienne saoudienne près de Dahran, dans l'est de l'Arabie Saoudite.

« L'énorme » explosion survenue près de logements abritant des militaires américains aurait fait au moins 23 morts, tous des Américains, et 345 blessés, dont 105 dans un état grave, selon le Pentagone.

Il s'agit de l'explosion la plus meurtrière impliquant des Américains au Moyen-Orient depuis le bombardement qui a tué 241 militaires américains à Beyrouth, au Liban, en 1983.

L'explosion d'une « bombe » extrêmement puissante, peut-être nème de 2500 kilos, a laissé derrière elle un cratère de 1,35 m de diamètre et de 1,05 m de profondeur.

Se disant « scandalisé », le prési-

dent américain Bill Clinton a déclaré que l'attentat « semble être l'oeuvre de terroristes » et a promis de traduire ses auteurs en justice. « Les lâches qui ont commis cet acte meurtrier ne doivent pas rester impunis », a-t-il dit. Il a annoncé l'envoi d'agents du FBI sur place pour participer à l'enquête. L'action n'a pas encore été revendiquée.

La télévision d'État saoudienne, citant le ministère de l'Intérieur, a annoncé qu'un nombre indéterminé de personnes avaient été tuées ou blessées vers 22 h 30, heure locale, dans l'explosion survenue à l'extérieur d'un bâtiment habité par des « étrangers » près de Dah-

ran. Selon la télévision, ce bâtiment appartient au ministère saoudien de la Défense. Il abriterait essentiellement des GI.

Il est possible toutefois que des Saoudiens figurent aussi parmi les victimes, car l'explosion a touché deux bâtiments, dont l'un était occupé par des Saoudiens.

L'agence officielle saoudienne SPA cite sans le nommer un membre du ministère de l'Intérieur selon qui « un certain nombre (de personnes) sont mortes et d'autres blessées ». La base abrite plusieurs militaires étrangers, dont au moins 2000 Américains, certains appartenant à la 4404^e escadre de l'US Air Force. Elle abrite également des militaires français et britanniques.

Au département d'État, le porte-parole Glyn Davies a précisé qu'un camion-citerne avait été conduit par deux inconnus devant la pointe nord-est de la base, à une quarantaine de mètres des bâtiments, avant que ses occupants ne s'en-

fuiet à bord d'une voiture blanche. Le camion a été repéré par les services de sécurité alors qu'il s'approchait de la zone d'habitation; l'alerte a été donnée, mais les autorités n'ont pas eu le temps d'évacuer les bâtiments les plus proches.

« Quelques instants plus tard, l'explosion est survenue (...) Nous ne connaissons pas la nationalité exacte des victimes », a-t-il dit.

Selon le commandement central américain, le camion-citerne a explosé juste à l'extérieur de la clôture nord bordant les tours d'al-Khobar sur la base aérienne du roi Abdul Aziz près de Dahran. « Certains bâtiments d'habitation de militaires américains ont été endommagés et il y a des victimes américaines », a-t-il ajouté.

« Les gens couraient partout », a déclaré par téléphone le sergent Tyler Christie, légèrement blessé. « Un certain nombre de bâtiments ont été détruits », a-t-il ajouté.

À Jérusalem, où il accompagne

le secrétaire d'État Warren Christopher, le porte-parole du département d'État, Nicholas Burns, a déclaré que les responsables américains à Dahran aideront les autorités saoudiennes à traquer ceux « qui ont commis ce crime ».

« À l'évidence, c'est un événement horrible », a ajouté M. Burns, précisant que le consul des États-Unis à Dahran enquêtait.

Le prince héritier de Bahreïn cheikh Hamad Ben Issa Al-Khalifa a dénoncé l'explosion comme un « acte de terrorisme ».

« Ce type d'acte de terrorisme n'aura aucun impact sur la sécurité et la stabilité de l'Arabie Saoudite », a affirmé le cheikh Hamad lors d'un entretien téléphonique avec son homologue saoudien le prince Abdallah Ben Abdel Aziz.

Cité par l'agence SPA, le prince héritier de Bahreïn a « dénoncé l'explosion et affirmé son soutien au peuple saoudien frère ».



NOUVELLE Mazda Protegé SE 1996

TOUT CE QUI EST PETIT, C'EST LE PRIX.

La toute nouvelle Mazda Protegé SE vous offre le meilleur rapport qualité-prix sur le marché.

Remarquez ce que vous obtenez comme équipement standard : siège arrière rabattable 60-40, volant inclinable, essuie-glace à balayage intermittent et radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassette et 4 haut-parleurs.

Côté mécanique ? Un moteur nerveux de 1,5 litre à 16 soupapes DACT et direction assistée - elle tourne sur un 10c!

- suspension arrière à double bras trapézoïdal brevetée et barre stabilisatrice avant.

Et non seulement il s'agit de la voiture la plus spacieuse de sa catégorie... non seulement elle est économique à l'achat... mais de plus, elle est fiable et consomme très peu d'essence.

Voyez la nouvelle Protegé SE chez votre concessionnaire Mazda.

Une voiture de qualité. Faite pour durer !

Seulement 1 000 \$ d'acompte.
LOCATION 179\$*
par mois/48 mois
ou 13 895\$

Les concessionnaires Mazda du Québec



EMPORTE-MOI

LOCATION
Personnalisée
MAZDA

Actualités

Une défaillance paralyse le nouvel incinérateur de BPC de Manic-2

MARTHA GAGNON

À peine en marche, le nouvel incinérateur de BPC à Manic-2 est fermé en raison d'une défaillance technique, ce qui retarde les essais de démonstration, reportés en juillet.

L'incident est survenu mercredi dernier alors que l'on s'apprêtait à faire les premiers essais de destruction de BPC qui devaient durer jusqu'au 21 juin. Selon Claire Pelletier, porte-parole du ministère de l'Environnement et de la Faune, « il n'y a pas lieu de s'inquiéter; les essais devraient reprendre le 8 juillet ». Une accumulation de poussière dans le refroidisseur des gaz causée par une fuite d'air a nécessité l'arrêt des opérations.

« Il ne s'agit pas d'un bris majeur, assure Mme Pelletier. Il faut toutefois nettoyer l'équipement et effectuer les réparations. Le problème est survenu avant même que l'on commence à brûler les premiers BPC. »

C'est la deuxième fois que les opérations sont perturbées depuis le début des essais en avril sur les terrains de Manic-2. Les travaux de décontamination des équipements électriques (condensateurs) ont été interrompus le 16 mai, alors qu'il a fallu évacuer le bâtiment où s'échappait de la fumée. Une combustion du papier décontaminé, lors de la phase finale de séchage, a provoqué une surpression à l'intérieur de l'autoclave et la soupape de sécurité s'est relâchée.

Les travaux n'ont toujours pas repris. La société Sanexen services environnementaux, le sous-traitant de Cintec Environnement, responsable de la décontamination des équipements électriques, procède actuellement à la mise en place d'un meilleur système de sécurité avant d'entreprendre de nouveaux essais. Elle suit les recommandations de la firme SNC-Lavalin, qui a procédé à une analyse complète de la sécurité et remis un rapport sur les améliorations à apporter. Le procédé utilisé est le Décon-

taksolv, qui permet d'extraire les BPC par lavage au perchloéthylène, un solvant utilisé pour le nettoyage à sec.

Selon Mme Pelletier, « ces deux incidents ne remettent nullement en cause l'opération de décontamination », dont le budget est de 30 millions. Si les essais sont concluants à Manic-2, on procédera à l'élimination des BPC à Saint-Basile-le-Grand (qui durera un an) et à Shawinigan-Sud.

Le ministère assure que les premiers essais ont démontré l'efficacité du procédé Décontaksolv en dépit de l'incident. Il est toutefois probable que l'échéancier du plan global d'élimination des BPC soit retardé de quelques semaines. Selon le plan initial, les opérations à Manic-2 devaient se terminer en novembre. Quant aux préparatifs en vue des travaux de décontamination à Saint-Basile-le-Grand, qui dureront un an, ils sont prévus pour septembre. Dans ce dernier cas, on ignore s'il y aura des modifications.



PHOTO PIERRE LALUMIÈRE, La Presse

Véhicules solaires

Foule de curieux hier dans le Vieux-Port de Montréal pour assister à l'arrivée, sous escorte policière, de cinq véhicules solaires ayant participé au Canadian Solar Challenge. Ces voitures, fruits de l'ingéniosité d'étudiants en ingénierie d'universités canadiennes, étaient parties samedi de London, en Ontario.

Aubaines d'Été

GOLF CL 1996
2 PORTES
5 VITESSES
RADIO-CASSETTES
229\$* par mois

JETTA GL 1996
5 VITESSES
CLIMATISEUR
299\$* par mois

LOCATION 24 MOIS / ENTRETIEN GRATUIT

NOTEZ QUE: Le plan de location peut être ajusté selon les besoins du client. Le versement initial n'est pas obligatoire. Paiement initial de 1 500 \$ ou échange équivalent. Dépôt de sécurité de 275 \$ sur la Golf et de 350 \$ sur la Jetta GL. 1er versement de 229 \$ sur la Golf et de 299 \$ sur la Jetta GL. Préparation, immatriculation et taxes en sus. 20 000 km par an alloués. 10¢ du km excédentaire. L'offre est valable jusqu'au 30 juin 1996, sur approbation de crédit. Les illustrations peuvent différer.

Automobiles E. Lauzon
1384, boulevard Labelle, Blainville
Tel.: 430-1460
Sortie 25 de l'autoroute des Laurentides, tourner à gauche sur Curé-Labelle.

La Presse

VENDEZ DE TOUT

VENTE DE GARAGE

3 lignes d'annonces
3 jours consécutifs

pour seulement **16.99\$** + taxes

(5,66\$ par ligne additionnelle) La rubrique "Vente de garage" ne s'adresse qu'aux particuliers et exclut les annonces concernant l'immobilier, les services, les véhicules motorisés et les animaux. Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut d'autre part se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première parution, mais une telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 3 jours de publication.

Annonces classées 285-7111
Appels interurbains sans frais : 1 800 361-5013

VENTE DE FAILLITE

Irving Samuel

\$1,500,000.00 EN INVENTAIRE VÊTEMENTS POUR HOMMES ET FEMMES

50 À 75% D'ESCOMPTE

* PANTALONS * BLOUSES * VESTONS * JUPES
* ROBES * VESTES * MANTEAUX POUR FEMMES ET HOMMES

ON DOIT VIDER L'ENTREPOT TOUT DOIT ÊTRE VENDU!

UN SEUL ENDROIT!

\$1,000,000.00 DE TISSUS À ÊTRE VENDU AU MÈTRE!

Mercredi 26 Juin... 11-18
Jeudi 27 Juin... 11-21
Vendredi 28 Juin... 11-21
Samedi 29 Juin... 9-17
Dimanche 30 Juin... 12-17
Lundi 1^{er} Juillet... 11-18

vente dirigée par **CIA**
ENCANTEURS INDUSTRIELS CANADIENS

5425 est Métropolitain

Termes: Compliant, Visa, MC, Interac
UNE COMMISSION DE 3% S'APPLIQUERA SUR TOUT ACHAT

POSSEDEZ UNE MAZDA NEUVE DE A. QUERIN

TOUJOURS LES MEILLEURS PRIX, GARANTI!

PROTÉGÉ SE 1996 179\$ par mois

48 mois

- Moteur 4 cylindres
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes
- 2 rétroviseurs extérieurs

CRONOS LX 1996 298\$ par mois

36 mois

- Transmission automatique
- Climatiseur
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes
- Intérieur de luxe

PRECIDIA 1996 238\$ par mois

36 mois

- Moteur 4 cylindres de 105 chevaux
- Radio AM/FM stéréo avec lecteur de cassettes
- Instrumentation sport complète
- 2 rétroviseurs sport, console

A. Querin
1530, boul. Chomedey, Laval
688-4787
Montréal : 336-7272

JUSQU'AU 6 AOÛT

COUPLES RECHERCHÉS
POUR EXPÉRIENCE DE PLAISIR!
HÉBERGEMENT GRATUIT POUR LES ENFANTS
PARTAGEANT LA CHAMBRE DES PARENTS

à partir de 99\$ PAR NUIT*
(par famille, jusqu'à 4 personnes par chambre)

Profitez de Québec et de son atmosphère unique!
Participez aux Nuits Black (20 au 29 juin), au Festival d'été de Québec (4 au 14 juillet), voyez les Grands Feux Loto-Québec (17 juillet au 3 août)... ou simplement profitez de la splendeur de Québec en été.

REPAS GRATUITS
au restaurant de l'hôtel pour les enfants de 6 ans et moins accompagnés d'un parent qui loge à l'hôtel, et moitié prix les enfants de 7 à 12 ans.

QUÉBEC HILTON

RÉSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS : 1 800 447-2411
* Selon disponibilité

VENTE DE FAILLITE

SELON LES INSTRUCTIONS DE FULLER LANDAU, SYNDIC, MAYNARDS EST MANDATÉ POUR LIQUIDER L'INVENTAIRE EN ENTIER DE

PAVILLON

Chasse & Pêche

440 INC.

Browning, Mustad, Bushnell, Berkley, Daiwa, Iglou, Shimano, Estwing, Flambeau, Zepco, Stoeger, Bausch & Lomb, Quinchester.

40% À 70%*

DE RABAIS SUR TOUTE LA MARCHANDISE EN MAGASIN

* 25% SUR ARMES À FEU ET MUNITIONS

ARMES • MUNITIONS • ETUIS • TÉLÉSCOPES • JUMELLES • COUTEAUX • LAMPES DE POCHE • APPEAUX • APPELANTS • RAQUETTES • PIÈGES • CHIMIKES • MOULINETS • CANNES À PÊCHE • COFFRES • PUISES • RAPALS • HACHES • GLACIÈRES • TENTES • CHAISES ET LITS • MATELAS • SACS DE COUCHAGE • SACS À DOS • FANAUX • CHAUFFERETTES • PNEUMATIQUES • ACCESSOIRES DE CAMPING • LUNETTES • NOURRITURE • CHASSE-MOUSTIQUES • MANTEAUX • PANTALONS • POLARS • IMPERMEABLES • VESTES DE SAUVETAGE • CHAPEAUX • GANTS • SOUSVÊTEMENTS • BAS • SOULIERS • BOTTES • ETC.

LA VENTE DÉBUTE
JEUDI 27 JUIN À 10:00 AU:
4501 AUTOROUTE 440 OUEST À LAVAL

Maynards
DEPUIS 1902

Actualités

Agression et enlèvement : des conseils pour les enfants

LIA LÉVESQUE
de la Presse Canadienne

Trois ouvrages traitant de l'agression sexuelle chez l'enfant, de la négligence et de l'enlèvement viennent d'être publiés, grâce à la collaboration d'un grand-père éditeur et de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

La série, intitulée *Avertir les enfants du danger, c'est déjà les protéger*, est une version française et une adaptation québécoise de l'ouvrage de l'auteure américaine Joy Berry, une spécialiste en développement de l'enfant. Les trois volumes s'adressent autant aux enfants qu'à leurs parents, leurs grands-parents, leurs proches et les intervenants dans ce domaine.

Abondamment illustrés, ils adoptent un langage simple mais direct, en gardant une certaine mesure pour ne pas affoler inutilement les enfants. Des conseils sont donnés à l'enfant pour se protéger, pour bien réagir, pour chercher de l'aide.

L'éditeur Jean-Paul Saint-Michel, nouvellement grand-père, soutient qu'« il n'y avait pas au

Québec de livres destinés aux jeunes enfants sur les problématiques abordées dans la série », pas en tout cas comme ceux qu'il souhaitait lire.

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse lui a apporté son aide, en fournissant des textes pertinents et en collaborant au travail d'adaptation des textes américains.

Les trois volumes sont intitulés *Abus sexuel*, *Abus et négligence* et *Enlèvement*. Pour la période de lancement, ils seront offerts à 6,95 \$ l'unité dans le réseau des pharmacies Jean-Coutu. Après cette période d'environ trois mois, ils seront vendus 9,95 \$ l'unité. Une partie des profits de la vente des volumes ira à une association qui fait de la prévention auprès des enfants.

VENTE DE FAILLITE

Cream Clothing

\$1,000,000.00 D'INVENTAIRE DE VÊTEMENT TOUT-ALLER POUR HOMME & FEMME

50 À 75% D'ESCOMPTE

*** PANTALONS * SHORTS * BLOUSES * ROBES * JUPES * JEANS * VESTES * VESTONS... ***

LEGERE IMPERFECTION PANTALONS POUR HOMME & FEMME 5\$

selection de SHORTS HOMME & FEMME	PANTALONS HOMME & FEMME DÉTAIL JUSQU'À 80.00\$	JEANS HOMME & FEMME DÉTAIL JUSQU'À 85.00\$	ROBES POUR FEMMES DÉTAIL JUSQU'À 120.00\$
10\$	25\$	25\$	50\$

UN SEUL ENDROIT! **TOUT DOIT ÊTRE VENDU OUVERT AUJOURD'HUI 11 h - 18 h!**

Mercredi 26 Juin... 11-18
Jeudi 27 Juin... 11-21
Vendredi 28 Juin... 11-21
Samedi 29 Juin... 9-17
Dimanche 30 Juin... 12-17
Lundi 1^{er} Juillet... 11-18

5425 est Métropolitain
Termines: Comptant, Visa, MC, Interac
UNE COMMISSION DE 5% S'APPLIQUERA SUR TOUT ACHAT

vente dirigée par **ENCANTEURS INDUSTRIELS CANADIENS**

POUR FAIRE CONNAISSANCE... TOUT SIMPLEMENT

Trait d'union

Écoutez pour voir...

Trait d'union de La Presse vous donne accès à des centaines de messages de gens intéressants.

- Pour l'indicatif régional 514, composez le 1 514 976-7111.
- Pour les autres indicatifs régionaux, composez le 1 900 451-7111.

Ce service est offert 24 heures sur 24.

Pour laisser un message dans une autre boîte vocale ou pour écouter vos messages dans votre boîte vocale, des frais de 1,98 \$ la minute seront portés à votre compte de téléphone pour les appels de l'indicatif 514; ils seront de 2,29 \$ la minute pour les autres indicatifs régionaux.

Que vous cherchiez l'amour ou l'amitié, écoutez Trait d'union. Vous devez être âgé(e) de 18 ans et plus.

Pour plus de renseignements ou pour enregistrer votre annonce qui sera publiée dans la rubrique Trait d'union de La Presse, composez le **(514) 761-7111**

ANNONCE GRATUITE TOUS LES JEUDIS ET SAMEDIS DANS

La Presse

Offres de nettoyage de tapis

la Saie services à domicile

Prix garantis jusqu'au 29 juin 1996!

NETTOYAGE DE TAPIS

13 \$ Par pièce Nettoyage à la vapeur.

48 \$ 4 pièces Plus nous nettoyons, plus vous économisez.

74 \$ Super offre! Maison complète 5 pièces, 13 marches et 1 vestibule.

NOTRE SERVICE 4 ÉTOILES : UNE GARANTIE DE SATISFACTION À COUP SÛR!

- ★ Nos puissants appareils à la vapeur nettoient vos tapis à fond sans en abîmer les fibres.
- ★ Nos spécialistes apportent un soin particulier au nettoyage des taches rebelles et des endroits plus passants.
- ★ Nous déplaçons et remettons en place la plupart des meubles pour pouvoir nettoyer tous les coins.
- ★ Nous vous fixerons un rendez-vous qui vous convient. Nous travaillons même le samedi et le dimanche!

Tous nos prix comprennent la TPS.

NETTOYAGE DE MEUBLES

79 \$ Canapé et 2 fauteuils ou canapé et causeuse

39 \$ Nettoyage de conduit de ventilation par conduit principal. Plus 6,99 \$ par bouche.

0,99 \$ Nettoyage de tapis d'appoint Ramassage et livraison inclus.

le pied carré (tapis synthétique)

Appellez du lundi au samedi de 8 h à 18 h

Montréal... (514) 339-5420
Sherbrooke... (819) 820-1417 **Trois-Rivières... (819) 378-8480**
Drummondville/Victoriaville... (819) 474-8007

Demandez nos trousseaux de détachage Stainsolution®. Renseignez-vous sur notre PROCÉDÉ DE NETTOYAGE COMBINÉ AU SHAMPOING ET À LA VAPEUR, offert pour seulement 9 \$ de plus par pièce. Le traitement de protection des fibres est offert moyennant des frais supplémentaires. Les pièces de plus de 250 pieds carrés sont considérées comme deux pièces. Service de camion-usine moyennant 9 \$ additionnels par pièce. Frais supplémentaires pour le nettoyage à sec et pour les tissus en coton haïtien, les canapés modulaires et les coussins de dossiers non attachés. Prix garantis jusqu'au 29 juin 1996!

ASSEMBLÉE NATIONALE

AVIS DE CONSULTATION GÉNÉRALE

La réforme du Régime de rentes du Québec

La Commission parlementaire des affaires sociales est chargée de procéder à une consultation générale et de tenir des auditions publiques, à compter du 8 octobre 1996, sur le document de consultation sur la réforme du Régime de rentes du Québec intitulé : *Pour vous et vos enfants : garantir l'avenir du Régime de rentes du Québec*. Ce document est disponible sur demande ou peut également être consulté sur Internet.

Toute personne ou organisme qui désire exprimer son opinion sur ce sujet doit soumettre un mémoire à la Commission parlementaire des affaires sociales.

Le mémoire doit être reçu au Secrétariat des commissions au plus tard le 20 septembre 1996 et être transmis en 25 exemplaires de format 21,5 cm sur 28 cm (8 1/2 pouces sur 11 pouces). Il devra être accompagné d'autant d'exemplaires d'un résumé de son contenu.

La Commission prendra connaissance des mémoires reçus. Elle choisira alors, parmi les personnes et les organismes qui lui ont fait parvenir un mémoire, ceux qu'elle entendra.

Les personnes ou les organismes qui désirent que leur mémoire soit transmis à la Tribune de la presse doivent en faire parvenir 35 exemplaires supplémentaires.

Les mémoires, la correspondance et les demandes de documents ou de renseignements doivent être adressés à :

Me Denise Lamontagne
Secrétaire de la Commission parlementaire des affaires sociales
Secrétariat des commissions
Hôtel du Parlement
Bureau 3.28
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone : (418) 643-2722
Télécopieur : (418) 643-0248

Document disponible sur Internet au :
http://www.gouv.qc.ca/gouv/francais/minorg/mstr/rq/rq_intro.html

Avis publié par le Secrétariat des commissions

RAVIVEZ VOTRE DÉCOR!!

25% Les tissus et la main d'oeuvre pour DE RABAIS rembourrage**

40% DE RABAIS Une sélection de stores verticaux et horizontaux à l'achat d'un store horizontal ou vertical

50% DE RABAIS Une sélection de stores verticaux et horizontaux à l'achat de DEUX (ou plus) stores horizontaux ou verticaux

TÉLÉPHONEZ MAINTENANT AU 735-1177

afin d'obtenir un rendez-vous avec notre service d'achat à domicile. ESTIMATION À DOMICILE GRATUITE. Venez visiter notre nouvel assortiment de parures de fenêtres à notre première salle d'exposition au 4^e étage du magasin centre-ville. En vigueur jusqu'au vendredi 5 juillet 1996

la Saie les Maîtres Décorateurs

**À l'exception des tissus Sanderson et Carole.